

CIBLE

Monti

Oligarque, Mario Monti est l'enfant chéri... des oligarques. Fils de banquier, ancien commissaire européen devenu en 2005 membre du *Goldman Sachs Global Market Institute*, celui qu'une presse servile nomme « Super Mario » est soutenu par l'ensemble des dirigeants de la zone euro mais rejeté par 60 % des Italiens.

La raison de ce rejet ? L'échec patent de la politique ultra-libérale du bonhomme. L'Italie emprunte certes moins cher sur les marchés financiers mais, fin octobre, la dette publique italienne avait augmenté de 5,7 % sur les douze derniers mois. Super !

Quant à l'austérité forcenée, elle produit toujours les mêmes effets négatifs : la production industrielle est en chute libre, la consommation des ménages a fortement baissé (- 3 %) et le chômage atteint un niveau record : 10,8 % en septembre dernier. Super !

Tel est le personnage arrogant et incapable qui prétend revenir à la présidence du Conseil sans se faire élire, à la suite d'une victoire de la coalition centriste. Pour le bien de l'Italie et de l'Europe à reconstruire, nous formulons notre vœu : qu'il dégage !

ENSEIGNEMENT

L'histoire sacrifiée

Allemagne

**Merkel
Über alles**

p. 5

Idées

**Jean-François
Mattéi**

p. 9

En haine de la Russie

Dans un éditorial récent, *Le Monde* ne se contente pas, banalement, de condamner Vladimir Poutine. C'est l'ensemble des Russes qu'il voue à l'asphyxie sur place ou à l'exil.

Dieu, que la guerre froide était jolie ! L'Occident avait un ennemi parfaitement identifié qui permettait à ceux qui étaient dans le bon camp de vivre dans la bonne conscience. Puis l'Union soviétique s'est décomposée. Parut une Russie acceptable, soumise à la thérapie de choc ultra-libérale et à tous égards en perte de puissance. Après le krach de 1998, la politique de redressement ne fut pas acceptée et la dénonciation de Vladimir Poutine devint l'un des critères de la Pensée correcte en France et aux États-Unis.

L'Occident avait de nouveau un ennemi, que l'Otan n'a cessé de défier sous George W. Bush comme sous Obama. Peu avant de quitter ses fonctions, Hillary Clinton n'affirmerait-elle pas que les États-Unis s'opposeraient aux projets d'extension à des États d'Asie centrale de l'Union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan -

dénoncés comme une **soviétisation** ?

Sans reprendre le thème du retour à l'Union soviétique, *Le Monde* s'est livré dans son éditorial du 21 décembre à une attaque contre la Russie aussi violente que désordonnée. La Fédération « stagne, se raidit, faute de savoir où aller » ; « la Russie n'est pas l'Occident. Et elle ne veut plus l'être », d'ailleurs « les droits de l'homme reviennent dans les relations entre l'Occident et Moscou ». En douze ans de pouvoir, Vladimir Poutine « a créé un monstre bureaucratique. La croissance a ralenti. Le régime se complait dans sa dépendance au gaz et au pétrole, rente qui nourrit une corruption systémique et enrichit l'élite. » Autant d'assertions qui méritent précisions et corrections :

La référence à l'Occident est purement idéologique : il s'agit d'une fiction qui masque la domination des États-

Unis sur ses vassaux. On comprend que la Russie, puissance européenne, récuse cette vasalisation comme le fit le général de Gaulle.

Les libertés publiques existent en Russie mais il est vrai que le gouvernement tente de limiter la liberté d'expression et que deux opposants ont été condamnés en mai 2012 à quinze jours de prison à la suite d'une manifestation qui avait dégénéré : Sergueï Oudaltsov, chef du Front de gauche, et Alexeï Navalny (extrême droite).

En se vantant d'avoir dépensé 200 millions de dollars depuis 2009 « pour soutenir la démocratie en Russie » et en annonçant la création d'un fonds de 50 millions de dollars à l'intention des ONG russes, le gouvernement américain, qui n'a pas de leçons à donner en matière de droits de l'homme (Guantanamo !) a offert aux autorités russes une très belle occasion de sévir : l'agence américaine

USAID a été chassée et les ONG financées de l'extérieur doivent désormais se déclarer **agent de l'étranger** et sont soumises à un strict contrôle financier.

L'économie russe n'est pas en phase de stagnation. Le moindre taux de croissance sera tout de même proche de 4 % en 2012, le taux de chômage est très bas (environ 5 %), la consommation se développe grâce au crédit et à la hausse des prestations sociales. La ritournelle sur la rente pétrolière et gazière ne saurait faire oublier que ces ressources permettent de financer les investissements. La corruption et le désordre qui règnent dans l'administration russe exigeraient des mesures tout à fait opposées à celles, ultra-libérales, que préconise la propagande occidentale.

De tout cela on peut discuter mais la conclusion de l'éditorial est, quant à elle, inacceptable : « *La stabilité vantée par M. Poutine est une triste régression : la Russie n'est pas une dictature, une prison avec des miradors, plutôt un marais livré au cynisme. On peut en sortir en s'exilant ou s'y enfoncer.* » Coupée de l'Occident, voici la Russie condamnée à jamais, et le peuple russe placé par *Le Monde* devant une alternative désolante : l'exil ou la mort lente par asphyxie. Étrange volonté de punir, haine sourde qui circulait dans une partie des élites françaises bien avant l'arrivée de Vladimir Poutine...

Heureusement, très peu de Russes lisent *Le Monde*, qui ne peut en rien influencer sur l'avenir de la Russie.

Annette DELRANCK

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEYER

SOMMAIRE : p.2 : En haine de la Russie - p.3 : Toujours plus de chômage - p.4 : Machte über alles ! - p.5 : Bis Merkel - p.6/7 : Enseignement : misère, misères... - p.8 : Exécution de Ben Laden - Une histoire militaire - p.9 : Éloge de l'indignation - p.10 : L'autre 1812 - La géographie, ça sert à quoi ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : L'industrie, mais comment ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Toujours plus de chômage

Le chômage a connu un accroissement massif en 2012 et il va continuer à augmenter en 2013. Le gouvernement, qui promet un renversement de tendance avant la fin de l'année nous ment-il ou se ment-il à lui-même ?

Dans l'attente des chiffres du chômage en novembre, on a vu Michel Sapin à la télévision ! Martial, il annonçait une mobilisation totale contre le chômage. Et puis, de bon matin et de blanc vêtu, François Hollande est venu à Rungis « *au plus proche des Français, responsables d'entreprise ou employés, qui se mobilisent et travaillent en cette période de fête* » car, figurez-vous, « *nous avons une France qui veut travailler.* » Et d'annoncer une **grande bataille pour l'emploi** en 2013.

Comme la visite présidentielle se déroulait le 27 décembre, quelques heures avant la publication des chiffres sur le chômage, tout le monde a compris qu'il s'agissait d'une opération de communication destinée à étouffer les mauvaises nouvelles. Tentative méritoire mais ratée : on oubliera vite la tête de veau découpée devant le président de la République mais pas les chiffres publiés, qui annoncent une année catastrophique.

La hausse de novembre est de 0,9 % pour les demandeurs d'emploi de la catégorie A, soit 3 132 000 chômeurs pour la seule France métropolitaine. Toutes catégories confondues, le chômage touche 5 241 900 personnes, soit 422 600 de plus qu'il y a un an. Le gouvernement a lui-même annoncé que cette progression angoissante continuerait en

2013 mais François Hollande annonce une inversion de la courbe à la fin de l'année. Nous ne demandons qu'à le croire mais les éléments favorables à un renversement de tendance font défaut.

Le gouvernement mise sur une croissance de 0,8 % en 2013, qui serait due à une reprise de la demande extérieure, au choc de compétitivité provoqué par les 20 milliards de crédits d'impôts accordés aux entreprises et à une plus grande flexibilité du travail. C'est une politique ultra-libérale, qui implique la baisse du pouvoir d'achat des salariés et une pleine liberté d'initiative pour le patronat dans un contexte général marqué par de grosses économies budgétaires. Peut-elle réussir ?

Il faut déjà constater que **le pari sur la croissance est perdu**. La réduction des dépenses publiques a un effet récessif et l'INSEE prévoit 0,1 % de croissance pour le premier semestre. Il faudrait que le gouvernement parvienne à nous expliquer comment une économie stagnante va retrouver pendant l'été le bel élan qui lui permettra de créer des emplois à l'automne alors que l'imbécile politique d'austérité budgétaire va être poursuivie, alors que le pouvoir d'achat est déjà stagnant ou en forte régression selon les statistiques qu'on utilise, alors que la progression du chômage va provoquer une diminution de la consommation des ménages.

Et la **demande extérieure** ? Elle est censée provenir des États-Unis mais l'attente risque fort d'être vaine et la France subira par ailleurs les conséquences de la probable dévaluation du yen. La mondialisation n'est décidément pas *heureuse* et nous allons continuer à subir les effets de la concurrence sauvage, par voie de déflation salariale tout particulièrement.

Reste les effets du **crédit d'impôts**. Il faudra attendre un an pour en juger mais, dans la meilleure des hypothèses, on ne voit pas comment les entreprises pourraient modifier la tendance globalement négative. Quant à la flexibilité, elle ne ferait qu'ajouter à la précarité, déjà insupportable, des conditions de travail.

D'où cette question lancinante : le gouvernement est-il est train de nous raconter des histoires ? C'est possible mais une autre hypothèse paraît mieux accordée à la mentalité du milieu dirigeant : François Hollande et Jean-Marc Ayrault ne veulent pas voir une réalité qui leur serait insupportable parce qu'elle les conduirait à remettre en cause deux croyances fondamentales : la vertu éminente du libre-échange, la nécessité impérieuse de l'euro.

Ils vont donc continuer d'avancer sur le chemin de la récession économique, de la désindustrialisation et du chômage de masse, en se racontant que nous allons entrer dans un nouveau cycle et qu'il suffit de laisser faire. Les Français les laisseront faire... un certain temps.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

Le spectre de 1789.

Débutant sa campagne présidentielle François Hollande avait fait sensation en déclarant le 22 janvier 2012 au Bourget que « *mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance.* » Il proclamait sa volonté d'affronter l'ennemi du peuple avec un lyrisme de tribun révolutionnaire, 1789 n'était pas loin ! Dans un discours prononcé le 4 avril, « *il promettait qu'en cas de victoire, le Parlement continuerait à travailler jusqu'au 4 août pour mettre en œuvre une réforme fiscale sonnante la fin des privilèges.* » (1)

Un an plus tard, huit mois après son élection, le Président élu est-il toujours ce personnage qui fait l'histoire ? De plus en plus de citoyens perdent leurs illusions tant les dérobades se suivent. Les mesures annoncées comme la réforme fiscale, la fin de la banque universelle par une séparation claire de leurs activités qui protégerait l'épargne des Français, les mesures de relance économique qui mettraient un coup d'arrêt à l'explosion du chômage, tous ces engagements sont en voie de se volatiliser.

Alors cette thématique de la révolution qui a surgi dans la campagne présidentielle, qui témoigne aujourd'hui selon l'historien Mickaël Bertrand « *de la redécouverte de la centralité du phénomène révolutionnaire dans l'inconscient collectif national* » est reprise par quelques entrepreneurs qui se jugent devenus les **pigeons** d'une fiscalité confiscatoire ou la fuite à grands cris vers Coblence, hors de nos frontières fiscales, de quelques stars du spectacle et de sportifs grassement enrichis. Car derrière ces clichés qui irritent certains et en amusent d'autres il y a bien une autre réalité qui mûrit, partagée par un nombre toujours plus important de citoyens, la volonté de rompre avec les politiques ultra-libérales défendues par François Hollande, son gouvernement et le parti socialiste.

Il s'agit bien, à Florange et ailleurs, du retour des luttes de classes porteuses de révolutions.

François ENNAT

(1) <http://histoiredememoire.over-blog.com/article-point-godwin-a-la-fran-aise-113800413.html>

Machte über alles ! (1)

Comment se débarrasser de l'influence de la France dans un secteur aussi important que l'aéronautique et les industries de défense ? Simple, il suffit de confier les négociations au gouvernement... français. Le nouvel accord conclu le 5 décembre consacre la perte d'influence de notre pays sur la conduite et le devenir d'EADS, et devenez au profit de qui ?

Pierre Moscovici déteste son pays. C'est son droit. Il rêve d'Europe pour faire oublier une France que ses amis oligarques et lui ne peuvent souffrir. On se demande bien ce qu'elle leur a fait la France. Pourquoi une telle haine et surtout pourquoi sacrifier encore et toujours nos intérêts à ceux des Allemands. L'Allemagne a le droit de défendre les siens ; elle le fait, d'ailleurs très efficacement, et tout le monde trouve cela normal. Mais, repassé le Rhin, le même sentiment est intolérable et nous sommes les méchants, les nationalistes quasi fascistes. Avant de commencer cet article, je me suis demandé comment je pourrais encore qualifier l'attitude de nos dirigeants. Je ne trouverai bientôt plus de mots, sinon ceux de la colère et du dégoût, de ces deux éléments qui font les révoltes puis les révolutions. Pour notre sujet d'aujourd'hui, je ne m'y risquerai même pas...

Alors... EADS, création de monsieur DSK. C'était brillant, paraît-il. Cela n'a pas marché. Déjà à l'époque, il s'agissait d'éloigner les États d'une entreprise qu'ils avaient pourtant créée et soutenue tout au long de son développement. Marier des activités civiles et militaires n'allait pas de soi, régir les rapports entre les différents actionnaires n'al-

lait pas de soi. Mais l'idéologie veillait en Allemagne. Pas d'État, que du privé. La partie française était composée des activités *mili* de Matra et d'autres éléments tout aussi *mili* appartenant à l'État. Idem en Allemagne. Cela s'équilibrait. On pouvait simplement considérer que le cadeau fait à Lagardère (père) était tout de même conséquent. Le principal n'était pas là. Le gros morceau, c'était Airbus. Création française de base, soutenue et tenue par l'État, du temps où il croyait en l'avenir du pays. Rappelons-le : sans le contribuable français il n'y aurait jamais eu d'Airbus... Le succès du consortium est d'abord celui des ingénieurs et des travailleurs de l'aéronautique de notre pays, un projet collectif, donc...

En 2000, à la création d'EADS, l'idéologie veillait, ai-je déjà noté. Le tour de table était le suivant : 30 % pour Daimler ; 15 % pour Lagardère, 15 % pour l'État français, et 5,5 % pour l'État espagnol. Notons que les deux États précités devaient confier leurs droits de vote aux entreprises privées. Mon Dieu ! Quelle horreur ! Avoir des représentants publics en son sein ! Au lieu de cela, on a eu Daimler et Lagardère qui ont tenté de se désengager au plus vite et parfois dans des conditions douteuses, surtout pour un secteur d'activité aussi sen-

sible (Qatar). Il est exact que durant ces douze ans les choses n'ont pas toujours été faciles. De nombreux dysfonctionnements apparaissaient et la double tête franco-allemande ne fonctionnait que très mal tant au plan managérial qu'industriel. Les plus inefficaces n'étaient tout simplement pas ceux auxquels on devait fatalement penser.

L'arrivée à la tête de Lagardère, puis à la présidence d'EADS, de l'Arnaud du même nom, n'a pas amélioré les choses. Notons que les gens de Daimler ne valaient pas mieux et qu'ils ont à maintes reprises provoqué l'ire de Frau Merkel. Heureusement pour l'entreprise, le succès colossal d'Airbus a permis à l'ensemble de ne pas sombrer et de disposer d'un cash conséquent. Une réforme s'imposait donc, pour laquelle on a longuement négocié. Discrètement. Secrètement même, et ce bien avant le départ de monsieur Sarkozy, et il n'est pas sûr que le résultat aurait été bien différent s'il était encore là.

Pour autant, notre gouvernement n'a guère été prolixe en déclarations sur le sujet. Et pourquoi donc ? Qu'a-t-il cet accord qui puisse à nouveau couvrir nos dirigeants d'opprobre et de ridicule ? Aurait-on encore cédé sur nos intérêts fondamentaux au profit de la

terrible *Kanzlerin* ? La France a-t-elle encore perdu de l'influence dans cette histoire ? À en juger par les chiffres, on pourrait penser que non. Daimler et Lagardère disparaissent, l'État français passe de 15 à 12 %, et l'espagnol reste à 5,5. Petit détail, la France ne peut, en tout, détenir plus de 15 % du capital. Elle va donc être obligée de vendre des titres... Étonnant non ? L'État allemand fait son entrée à hauteur de 12 % aussi. Remarquez la douce plaisanterie : les Allemands dirigent de fait ce groupe depuis quelques années et il faut admettre que les résultats à leur profit ne se sont pas fait attendre, l'Allemagne étant traitée au mieux dans les matières industrielles, alors que nous perdons du terrain, donc de l'influence, donc des emplois.

On peut d'ailleurs se demander pourquoi le gouvernement d'outre-Rhin a abandonné son idéologie anti-État. À sa décharge, il faut noter que les investisseurs allemands ne se sont guère bousculés pour prendre la place de Daimler. Madame Merkel sait ce que signifient les intérêts nationaux. Les Allemands ont bien de la chance d'avoir des dirigeants qui aiment leur pays et sont soucieux de lui et de son développement. Angela Merkel n'est peut-être pas une lumière mais elle au moins : « *a l'électricité dans toutes les pièces.* »

La plus grosse partie d'EADS est une création française mais cela ne compte pas. L'entreprise va même être obligée de racheter ses propres titres et de confier aux marchés une partie de son avenir. Notez cela, je vous prie, l'entreprise va devoir investir de l'argent dans une combine financière au lieu de lancer de nouveaux projets. Pour finir, le projet de rapprochement avec British Aerospace a capoté. Pas parce qu'il pouvait paraître infondé ou dangereux. Seulement parce qu'il diluait de fait le pouvoir allemand...

Charles GUÉMÉNÉ

(1) La puissance, plus que tout !

Bis Merkel

Nous n'avons pas l'habitude de désigner des hommes de l'année. Pourtant, l'année 2013 sera dominée comme l'année 2012 par la personnalité d'Angela Merkel à la tête de l'Allemagne (et de l'Europe).

Sauf surprise, Mme Merkel sera probablement réélue une seconde fois le 22 septembre 2013 pour un troisième mandat de chancelière, soit théoriquement douze ans (2005-2017), autant que le général de Gaulle (1944-45 et 1958-1969) et Adolf Hitler (1933-1945), sans vouloir la comparer ni à l'un ni à l'autre. Elle sera encore loin des records d'Adenauer (1949-1963), d'Helmut Kohl (1982-1998) et surtout de Bismarck (1871-1890). Mais qu'est-ce que Angela Merkel comparée à ces grands ancêtres ?

Sphinx ou caméléon, elle passe pour receler une énigme. **Chancelière de fer** qui en ferait une Mme Bismarck ou une Margaret Thatcher teutonne, elle en est bien éloignée. Non par tempérament, mais par politique : l'Allemagne angelienne (prononcer *gué*) n'a en effet plus rien à prouver. Elle ne réclame rien car elle a tout ce qu'elle a voulu : non tant la domination qu'elle ne souhaite pas que la place au centre, à l'avant-centre, une position confortable, l'empire du milieu, en paix avec ses voisins ; non tant l'égalité qu'elle a dépassée, avec les alliances qui en étaient la condition, que la satisfaction d'être soi et seulement cela, un peu d'égoïsme plutôt que de l'égo.

Angela (*gué*) incarne tout cela. Dépourvue de tout charisme, revêche à toute idéologie (souvenir de jeunesse en RDA), elle est en réalité au-dessus de la politique. Il se trouve qu'elle est CDU, mais elle pourrait être sociale-démocrate, libérale, verte, et diriger demain des grandes ou petites coalitions avec les uns ou les autres (à l'exception de la gauche radicale *die Linke*).

L'Europe, pour elle, est une construction qui assure la paix de l'Allemagne avec ses voisins, ce qui était le cœur du système bismarckien qui avait si bien réussi jusqu'au jour où ses successeurs l'ont faussé en accentuant telle ou telle alliance. Réassurances, contre-assurances, le système bismarckien était de bonne facture allemande repue. La Première Guerre mondiale n'est pas le produit de ce système mais de son échec. C'est la question qu'il faut se poser à propos du système Merkel : il est pacifique sous Angela mais des successeurs autrement intentionnés, populistes par exemple, pourraient s'en prévaloir pour une tout autre politique. En d'autres termes, le stade avancé auquel est parvenu l'Allemagne en Europe n'est pas dangereux tant que sa direction est ce qu'elle est, sans prétention.

Elle serait une redoutable arme de guerre pour un chef charismatique, un anti-Merkel.

2013 opposera deux protestants de Hambourg (la CDU Merkel et le SPD Steinbrück), rien que du sérieux. Les Bavarois, plus remuants, les Prussiens, plus arrogants, les Rhénans, plus amicaux, ont été écartés. Quid de 2017 ?

La réponse ne se trouve hélas pas en France (où se pose également la question de l'échéance de 2017). Car la grande nouveauté de l'ère Merkel, quoiqu'on dise et quoi qu'on fasse, est la fin du fameux couple franco-allemand. Les commémorations du traité franco-allemand (d'ailleurs mort-né) de janvier 1963 n'y peuvent rien. L'Allemagne de Merkel n'a ni conjoint (la France était plutôt la femme dans ce couple) ni enfant. Elle n'est mariée à personne, ni en Europe, ni avec la Russie (épisode Schröder) ni avec les États-Unis. L'Allemagne est seule comme sa chancelière. Le pire serait de forcer au dialogue quelqu'un qui n'en a pas envie.

Hollande et Ayrault n'ont qu'à remballer leur cartable et à se mettre comme les Allemands à agir par eux-mêmes et pour eux-mêmes, dans un cadre qui soit vraiment multilatéral, ouvert sur tous, les Allemands comme les autres, à vingt-sept, à huit, à quinze, à trente, mais jamais plus à deux même pas à trois.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BHOUTAN** – À l'occasion de la fête nationale, le roi Jigme Khesar Wangchuck a rappelé que « les pouvoirs que notre peuple avaient offerts au roi en 1907, ont été rendus au peuple par le roi en 2008 ». « C'est cette année-là que nous avons organisé les premières élections démocratiques et adopté la Constitution ». Poursuivant : « Le peuple du Bhoutan est unique. Nous avons un sens de la famille, de la communauté et de la fraternité qui nous font nous serrer les coudes en cas de besoin. Dans d'autres pays, aux moments difficiles de leur histoire ce ne sont que luttes, violence et conflits, et les gens sacrifient l'intérêt national afin de réaliser leurs ambitions individuelles. Au Bhoutan, de tels actes et attitudes n'ont jamais eu lieu. » et de conclure : « Je suis tenu par mon devoir sacré d'assurer le succès de la démocratie, et je vais travailler à jeter les bases solides d'une démocratie dynamique dans la suite de mon règne ».

♦ **BELGIQUE** – Dans son discours de Noël, le roi Albert II a déclaré : « En ces temps perturbés que nous vivons, soyons vigilants et montrons-nous lucides face aux discours populistes (qui) s'efforcent toujours de trouver des boucs émissaires à la crise, qu'il s'agisse de l'étranger ou des habitants d'une autre partie de leur pays » ajoutant : « La crise des années 30 et les réactions populistes de cette époque ne doivent pas être oubliées. On a vu le mal que cela fit à nos démocraties ». Bien que le roi n'ait nommé cité personne, Bart De Wever, chef de file de la Nouvelle alliance flamande (N-VA) s'est senti visé et s'est lancé dans une attaque en règle contre ce discours et contre les pouvoirs qu'exerce encore le roi en Belgique, déclarant : « Le souverain doit être au dessus de la mêlée afin de représenter l'ensemble de la nation. Mais Albert II ne remplit pas correctement ce rôle. Il a choisi le chemin d'une royauté de division. Je me demande dès lors s'il peut encore continuer à jouer son rôle ».

♦ **JAPON** – Dans une courte allocution, l'empereur Akihito a tenu à rassurer personnellement les milliers de personnes qui s'étaient rassemblées sous son balcon à l'occasion de son 79^e anniversaire : « J'ai subi une opération cardiaque en février, qui a inquiété nombre de personnes. Soyez s'il vous plaît assurés que je mène désormais la vie que je menais auparavant ».

♦ **ESPAGNE** – Dans son discours de Noël, le roi Juan Carlos a déclaré : « La grave crise économique que nous traversons depuis plusieurs années a atteint une intensité, une profondeur et une durée que personne n'imaginait », « Nous ne pouvons pas ignorer le pessimisme ambiant, et le fait qu'il a un impact sur le climat social actuel ». Le souverain a aussi appelé à mener une politique « qui, loin de provoquer la confrontation, dans le respect de la diversité, intègre ce que nous avons en commun pour unir les forces et non les diviser ».

Misère, misères...

Laurent Wetzel a eu une vie bien remplie : élève à Louis-le-Grand, à l'École normale supérieure, où il croise notamment BHL et Alexandre Adler, il est reçu à l'agrégation d'histoire puis commence d'enseigner avant de se retrouver en politique, membre d'importants cabinets ministériels. Plusieurs fois élu, il quitte la politique en 1998 après être redevenu inspecteur pédagogique régional successivement dans les académies de Reims, Rouen, Créteil puis Versailles. Longue carrière qui lui a permis de juger de l'état de l'enseignement de l'histoire dans nos écoles. Délivré de son devoir de réserve, il peut pleinement s'exprimer et c'est souvent drôle... (1)

■ **Royaliste : Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire ce livre ?**

Laurent Wetzel : Plusieurs raisons m'y ont conduit. D'abord, depuis cette année, l'enseignement de l'histoire et de la géographie est devenu facultatif en terminale scientifique. Les programmes des trois classes de lycée ont été changés dans les trois dernières années, et même lorsque les élèves de terminale scientifique choisissent cette option, ils n'auront étudié ni la France depuis 1962, ni l'islamisme sous toutes ses formes depuis les années 1970. En géographie c'est pire encore puisqu'ils n'auront vu ni les États-Unis, ni le Japon ni la Chine - seulement survolés en quatrième. Décision prise par Nicolas Sarkozy, Luc Chatel et François Fillon. Elle leur avait été inspirée par Richard Descoings pour en finir avec « l'élitisme » dont il était lui-même un digne représentant : jolie haine de son propre parcours et de soi...

■ **Royaliste : Deuxième raison ?**

Laurent Wetzel : L'agrégation d'histoire de 2011. Le document d'histoire médiévale à commenter était un « faux ». Ce texte-pastiche écrit en 1664 par un chanoine lillois nommé Palémon Glorieux était présenté comme un texte écrit par un témoin du Concile de Constance en 1415. D'abord le ministère a commencé par se taire. Les universitaires et les candidats ont dit que c'était un « faux ». On s'est d'abord demandé s'il fallait annuler l'ensemble de l'épreuve ou simplement l'épreuve incriminée. Luc Chatel a finalement préféré enterrement l'affaire en déclarant : « Si le ministère reconnaît que cette pratique est peu conforme aux usages scientifiques et comprend tout à fait que cette situation puisse faire réagir ceux qui enseignent et aiment l'histoire, il apparaît en l'espèce que l'égalité de traitement a été maintenue entre tous les candidats ». Le

concours a été validé. Les deux responsables, un universitaire et un inspecteur général n'ont pas été sanctionnés et ont été maintenus à leur poste par le ministère pour le concours suivant...

■ **Royaliste : C'est déjà énorme mais vous avez trouvé une autre raison encore.**

Laurent Wetzel : Pendant que je rédigeais le livre, un nouvel élément m'a encore montré que j'avais raison de l'écrire. C'était un rapport sur le concours de recrutement 2011 des professeurs de lycées professionnels. Un rapport de concours, c'est quelque chose de sérieux, les candidats s'y penchent puis des étudiants et des professeurs y apprennent un certain nombre de choses. Il s'agissait là aussi d'un commentaire de texte : un message du Maréchal Pétain du 11 octobre 1940. Or Madame Desbuissons, présidente du jury, spécialiste de la période puisqu'elle est l'auteur d'une

thèse sur Maurice Bardèche, y affirme que le discours en question avait été écrit par Charles Maurras. Cela m'a surpris, je n'imaginais pas que Maurras eût été pressenti pour être le « nègre » de Pétain. J'ai alors cherché dans différentes *Histoires de Vichy*, et d'abord dans celle de Robert Aron, la plus complète, j'ai vu que c'était Gaston Bergery, ancien collaborateur d'Herriot, qui en était le rédacteur. On croirait que ce genre d'erreur n'était fait que pour remplir mon livre !

■ **Royaliste : Dans les programmes actuels, quelles lacunes ?**

Laurent Wetzel : En cinquième : rien sur les humanistes, rien sur Louis XIII ni sur Richelieu, rien sur l'édit de Nantes ni sur Henri IV. En revanche, on doit traiter l'empire du Mali ou le Monomotapa... En quatrième, rien sur Louis XV, un règne de presque 60 ans ; pour le XIX^e : rien sur Louis XVIII ni sur Charles X, rien sur Louis-Philippe, déjà passés à la trappe depuis très longtemps. Ce n'est pourtant pas rien. Napoléon III n'est pas non plus mentionné dans ce programme-là.

■ **Royaliste : Mais alors, qu'y a-t-il ?**

Laurent Wetzel : Eh bien, vous avez l'encyclique « *Rerum Novarum* », le manifeste du Parti communiste. Je ne dis pas que ce n'est pas important. En troisième : les

régimes totalitaires des années 1930, on y trouve l'URSS et l'Allemagne nazie mais rien sur Mussolini et l'Italie fasciste. La réponse de l'Inspection générale c'est qu'il faut faire des choix. Dans les « repères fondamentaux » que les élèves doivent connaître à la fin de la scolarité obligatoire, il n'y a pas Mussolini, il n'y a pas la grande crise économique de 1929 et des années 1930 : comment expliquer alors l'Allemagne nazie ? C'est qu'il faut changer, nous dit l'Inspection, les programmes ont besoin d'être renouvelés.

■ Royaliste : Et au lycée ?

Laurent Wetzel : En seconde générale et technologique : rien sur les rois de France au Moyen Âge ; il y a la société, l'art gothique, l'art roman, les paysans, tout cela c'est bien, mais les rois n'existent pas. Pas plus dans les Temps modernes. Le rôle individuel des acteurs politiques n'apparaît qu'avec la Révolution française. Mais en seconde, on devra avoir étudié l'édit de Caracalla, et « une cité précolombienne confrontée à la conquête et à la colonisation européennes ».

En première, la Chine depuis 1949 ne fait pas partie des totalitarismes du XX^e siècle. Pour la terminale scientifique, on a voulu rendre l'option alléchante, alors on a proposé « Le football depuis 1930 ». Certains auraient préféré le rugby mais les inspectrices ont protesté en disant que ces sports étaient trop masculins. On a finalement choisi « Le sport depuis 1930 ». Et le Directeur de l'enseignement scolaire qui a signé tout cela pour Luc Chatel aspire à remplacer prochainement Richard Descoings à la tête de Sciences Po...

■ Royaliste : Y a-t-il aussi des erreurs ?

Laurent Wetzel : Dès le primaire : on indique que le vote des femmes date de 1945 alors qu'il a été instauré en 1944. En troisième on parle d'une révolution russe, alors que jusque là, dans tous les programmes, on en nommait deux, celle de février et celle d'octobre. Voltaire est présenté comme un chantre de la tolérance et de la tolérance re-

ligieuse en particulier. Or, dans le tome 3 de son *Histoire de l'antisémitisme*, intitulé *De Voltaire à Wagner*, Léon Poliakov consacre 15 pages à l'antisémitisme et à l'antijudaïsme de Voltaire. Voltaire n'a pas non plus été très tolérant avec Rousseau dont il disait qu'il fallait le traiter « capitalemment », c'est à dire : lui couper la tête. Il a été aussi le rédacteur d'une requête à Louis XV, pour qu'il signe une lettre de cachet à l'encontre d'une voisine qui le dérangeait.

Pour la décolonisation, on nous la présente - dans les fiches d'accompagnement - comme « l'émancipation des peuples colonisés ». Or, que ce soit en Afrique ou en Asie, on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'émancipation, là où sévissent la dictature, la corruption, la pauvreté voire la misère.

■ Royaliste : Au delà de ces erreurs de faits et d'interprétation ?

Laurent Wetzel : Le comble, c'est le charabia. Dans mon livre, j'en ai donné huit pages en exemple, mais j'aurais pu en faire 50 ou 200. Ces documents, sur papier glacé, qui ont le tampon du recteur Alain Boissinot et l'approbation enthousiaste de l'Inspection générale, c'est effrayant... Par exemple, voici pour la classe de seconde quelques intertitres : « L'avènement d'un nouveau régime d'historicité » ; « Mettre en intrigue l'opacité et l'imaginaire du passé par les traces » ; « Le texte d'histoire : une science-fiction à ambition véridique » ; « la sélection des temporalités et le jeu des échelles de temps » ; « Le présentisme brouille les temporalités et le temps » ; « Le temps et les acteurs de l'histoire : une alternative à l'histoire téléologique ». Il n'y est question que de « ruptures épistémologiques » et de « paradigmes sociétaux »...

■ Royaliste : D'où cela vient-il ?

Laurent Wetzel : Je suis allé chercher une vieille formule de Lao Tseu, reprise par Mao : « C'est par la tête que le poisson pourrit ». On a d'abord une classe politique inculte.



Un premier symptôme, c'est l'abus du mot « république », c'est par exemple le « pacte républicain », la « refondation républicaine », c'est le grand thème de Vincent Peillon actuellement. Pourtant jusqu'en 2004, l'article 1 du Code Civil sur la promulgation des lois parlait du « Roi » et du « Royaume »... Ils parlent tout le temps de république mais ont été incapables de modifier cet article 1 jusqu'en 2004... On peut multiplier les exemples d'erreurs et d'approximations, de Chirac à Hidalgo, en passant par Bayrou, Sarkozy, Duflot et Morano.

Quant aux « hiérarques » du ministère de l'éducation, c'est un tout petit monde bardé de prébendes et de décorations, que caractérise une médiocrité affligeante.

■ Royaliste : Que peut-on quand même espérer ?

Laurent Wetzel : Les socialistes nous avaient dit qu'il y aurait un retour de l'histoire-géographie en terminale scientifique dès 2013, mais ce sera finalement en 2014. J'espère que les programmes seront moins ambitieux et moins émiétés. L'ancien gouvernement avait décrété la suppression de l'inspection des professeurs par des inspecteurs spécialisés, pour la remplacer par une autoévaluation du professeur tous les trois ans, suivi d'un entretien avec le chef

d'établissement. Vincent Peillon a heureusement rétabli la bonne vieille inspection individuelle par un inspecteur de la même discipline que l'enseignant.

■ Royaliste : Pour finir, l'enseignement de l'histoire, ce devrait être quoi ?

Laurent Wetzel : De toute façon, l'histoire est faite de décisions successives d'hommes libres et à peu près rien ne peut se deviner ni se déduire. Il faut apprendre. Apprendre des noms, des événements, des dates, etc. Pour la Révolution il faut apprendre : les cahiers de doléances, les États Généraux, le 14 juillet, la Grande Peur, l'abolition des privilèges, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le retour de la famille royale à Paris, etc. l'histoire et la géographie sont des disciplines utiles. Elles aident les élèves à comprendre le monde contemporain. Les jours que nous vivons s'expliquent largement par ceux qui les ont récemment précédés et l'actualité prolonge d'autres expériences, beaucoup plus éloignées dans le temps.

Propos recueillis par
Pascal Beaucher

📖 (1) Laurent Wetzel - « Ils ont tué l'histoire-géo », François Bourrin, 2012, Achat immédiat
prix franco : 17€.

L'exécution de Ben Laden

Il a fallu treize ans pour que les services américains trouvent et exécutent leur ennemi public n° 1, sans s'embarrasser du droit international, en s'arrangeant avec le droit des États-Unis et en pratiquant la torture.

Le 7 août 1998, deux camions bourrés d'explosifs font sauter les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie. On décomptera 223 morts et plus de 4 000 blessés, principalement à Nairobi. L'organisateur de ces deux attentats, Oussama Ben Laden, devient l'ennemi public n°1 pour les Américains, qui ne parviendront pas à empêcher le 11 septembre dont le chef d'Al-Qaïda n'a pas eu l'idée, qu'il n'a pas personnellement préparé mais qu'il a approuvé. C'est seulement dans la nuit du 2 mai 2011 que l'homme sera physiquement éliminé.

Spécialiste des questions militaires, bon connaisseur des forces spéciales (1), Jean-Dominique Merchet raconte dans un récit haletant (2) l'attaque de la maison d'Abbottabad où Ben Laden vit avec femmes, enfants et des parents qui seront tués alors qu'ils ne sont pas armés. Le chef d'Al-Qaïda, lui aussi sans armes, est tué d'une balle dans le thorax et d'une autre dans la tête. Après treize ans d'efforts - ce qui est beaucoup au regard des moyens déployés et de l'argent dépensé - le gouvernement des États-Unis s'est vengé mais on ne peut pas dire que justice est faite puisque le chef terroriste n'a pas été traduit devant un tribunal.

Marquée par les rumeurs les plus folles, la longue traque de Ben Laden est passionnante. Pour atteindre leur cible, les Américains mobilisent tout

leur savoir-faire dans tous les domaines : interrogatoires à Guantanamo, centre de détention parfaitement illégal mais toujours en service ; tortures dans les prisons secrètement installées en Europe par la CIA ; systèmes d'écoute de la *National Security Agency* ; drones, satellites et même fausse campagne de vaccination pour trouver l'ADN des enfants de Ben Laden ! L'attaque, qui implique le viol du territoire d'un État souverain, est effectuée par les *Navy Seal* qui ont failli échouer à cause de l'accident d'un de leurs hélicoptères. Du moins, le succès final compense l'échec du commando envoyé en Iran en 1980.

La mort de Ben Laden ne freinera pas les menées islamistes en Afrique et au Proche-Orient et elle n'a eu aucun effet sur la guerre en Afghanistan, que les États-Unis avaient perdue du vivant de Ben Laden et qu'ils continuent de perdre après son exécution.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Cf. Jean-Dominique Merchet - « *Une histoire des forces spéciales* », Éd. Jacob-Duvernet, 2010, prix franco : 21 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Jean-Dominique Merchet - « *La mort de Ben Laden* », Éd. Jacob-Duvernet, 2012, prix franco : 19 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 Du même auteur : « *Mourir pour l'Afghanistan* », Éd. Jacob-Duvernet, réédition 2010, prix franco : 21 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Une histoire militaire

La Résistance française fut un mouvement patriotique, spirituel, politique... Dominique Lormier a choisi de mettre en valeur ses aspects militaires.

La Résistance est un phénomène nouveau dans l'histoire même si elle reprend des formes de combat connues contre l'armée d'occupation - surtout la guérilla. C'est un mouvement patriotique populaire qui rassemble les militants qui s'opposaient à ce qui avait conduit à la défaite mais qui connaît aussi ses divisions politiques. Elle mêle des militaires de carrière, des militants éprouvés agissant individuellement ou en formations constituées et des amateurs qui révéleront dans ces circonstances exceptionnelles leur courage, leur sens politique et parfois un véritable génie, comme le colonel Rémy.

L'histoire générale de la Résistance est une entreprise de longue haleine. Dominique Lormier présente la sienne (1) qui donne une vue d'ensemble de l'action militaire intérieure et extérieure. La naissance et le développement des forces françaises libres (F. F. L.) de 1940 à 1942 sont précisément décrits : action de nos forces aériennes, épopée du général Leclerc, bataille de Bir Hakeim. L'activité des mouvements de la Résistance en France occupée fait l'objet d'une analyse synthétique qui n'exclut pas les zones d'ombre - notamment l'affaire Grandclément qui n'a pas encore livré tous ses mystères.

Une grande partie du livre est consacré à la Libération, à partir du débarquement allié en Afrique du Nord. Les prin-

cipaux maquis sont passés en revue et les conditions dans lesquelles les régions sont libérées par les forces françaises de l'intérieur (F. F. I.) font l'objet d'analyses détaillées : la bataille du Vercors est à juste titre restée dans les mémoires mais il était important de décrire la libération de la Bretagne, de l'Aquitaine, du Limousin, les maquis des Vosges et la liquidation des poches allemandes de l'Atlantique. Des portraits de grandes figures civiles et militaires complètent l'ouvrage. Certains héros sont très connus, d'autres moins : Marie-Madeleine Fourcade, qui dirigeait le réseau Alliance, Dimitri Amilakvari, tué à El Alamein, Michel de Camaret, qui s'illustra dans les maquis bretons, Pierre Chateau-Jobert qui commandait le 3^e régiment de chasseurs parachutistes, le général de Monsabert qui joua un rôle décisif dans les campagnes d'Italie et de France.

De 1939 à 1945, l'armée française et les unités de la Résistance comptent 225 200 tués, presque autant que les Américains (300 000 morts) et les Britanniques (326 000). Les forces françaises ont éliminé 900 000 combattants allemands et italiens. Ne laissons pas effacer ce passé glorieux.

Jacques BLANGY

📖 (1) Dominique Lormier - « *Histoire générale de la Résistance française* », Éd. Lucien Souny, 2012, prix franco : 26 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Éloge de l'indignation

L'extraordinaire succès de la brochure de Stéphane Hessel *Indignez vous !* qui a été vendue dans le monde à plus de quatre millions d'exemplaires et a été à l'origine d'un mouvement de révolte international qui ne s'est pas éteint, a réveillé chez le philosophe Jean-François Mattéi un désir de clarification sur cette notion d'indignation. Cela nous vaut un essai superbe qui n'aura malheureusement pas le succès du manifeste d'Hessel et qui, pourtant, permet de saisir l'importance d'un sentiment vraiment fondateur de l'existence humaine. Car le penseur ne nie nullement la valeur du mot d'ordre militant, même s'il fait des réserves majeures à l'égard d'une théorisation idéologique qui trahit le mouvement spontané du cœur ou ce que les Grecs appelaient le *Thumos*, c'est à dire le siège des émotions morales. Il va même très loin dans la promotion et l'éloge de cet élan de l'âme, au point de l'associer à l'apparition de la vérité, qui est le propre de l'étonnement de l'esprit devant les choses, l'indignation étant l'éveil à la justice, et donc à la morale : « *Le premier éveil, celui de la vérité de l'être, donne prise à ce qui portera plus tard le nom d'ontologie ; il ouvre tout grand les chemins de la liberté. Le second éveil, celui de la dignité du bien, donnera naissance à ce que Levinas entend par le terme d'éthique ; il explore les voies les plus étroites de la justice.* »

Voilà qui conduit à la naissance même de la philosophie, avec la relation privilégiée de Platon à Socrate ! Car si le disciple a reçu du maître la grâce de l'étonnement, c'est à cause de son indignation devant la condamnation et la mort du maître qu'il a été amené à envisager sa vocation de philosophe. Nous sommes donc en présence de deux modalités de l'ouverture de l'âme au monde. Jean-François Mattéi marque cependant sa différence d'avec Emmanuel Levinas, dont il est par ailleurs très proche, en refusant de subordonner l'ontologie à l'éthique, car avec Platon et les Grecs il affirme en quelque sorte l'alliance de l'homme et du monde. Ce en quoi il s'affirme aussi en accord profond avec Albert Camus, dont l'œuvre est une de ses références constantes. Son importance primordiale se trouve ici confirmée sur un mode majeur. Loin d'être, selon la formule méprisante de Jean-Jacques Brochier, *un philosophe pour classe terminale*, l'auteur de *L'étranger* se révèle à la mesure des enjeux du nihilisme contemporain. Chez lui, le trouble provoqué par l'absurde n'abolit pas la splendeur de Tipasa et donc la dignité cosmique du monde, celle qui permet par ailleurs à Heidegger d'affirmer la dignité artistique de l'œuvre. La rupture radicale qui s'est produite avec l'art contemporain nous a conduit à la disparition de l'admiration, cette déférence qu'un Lévi-Strauss éprouvait encore « *devant l'inépuisable richesse du monde* ».

On comprend que Jean-François Mattéi ait consacré un chapitre important de son essai à la désagrégation volontaire de l'art contemporain, car il s'agit d'une dimension particulièrement significative de la vie : « *Il est difficile de s'indigner et par-là même de rétablir une exigence de*

dignité, devant ce qui se donne pauvrement comme insignifiant, du fait de son impuissance créatrice, car personne ne saurait s'émouvoir du je-ne-sais-quoi quand il se recommande du presque rien. » C'est dire l'amplitude d'un thème qui recouvre toutes les dimensions possibles, mais l'attention portée aux enjeux spéculatifs n'abolit pas, pour Jean-François Mattéi, l'ensemble d'un dossier qui englobe aussi bien l'histoire, la politique que l'actualité la plus immédiate. Bien sûr, tout cela est considéré sous l'angle du philosophe qui respecte scrupuleusement les étapes et les progrès du droit, en se référant à quelques uns des grands témoins et acteurs dont l'indignation a produit des moments intenses de réveil de la justice. Celui-ci atteint un degré plus déterminant peut-être, lorsque les Pères de l'Église attribuent à Dieu lui-même « *l'amour et la compassion au même titre que l'indignation en faisant fond sur les Évangiles* ». Cette désinence de la colère divine, un Léon Bloy la portera jusqu'à incandescence lorsqu'il évoquera « *cette fille du désert hagarde qui s'est tordue devant tous le seuils, suppliant qu'on l'hébergeât, et il ne s'est trouvé personne pour avoir pitié de l'indignation de Dieu* ». Bloy consonne alors avec le Dostoïevski des Karamazov.

par Gérard Leclerc



En ce qui concerne l'histoire, la conquête de l'Amérique est à l'origine du premier scandale de l'ère moderne, fondé notamment sur le témoignage indigné de Las Casas dont Jean-François Mattéi montre que la compassion ne touchait pas seulement les populations indiennes mais aussi les esclaves noirs, contrairement à ce qu'on a pu rapporter. L'évocation du Voltaire défenseur acharné du chevalier de La Barre nous conduit aux Lumières, à Rousseau et à Kant, avant d'aborder l'affaire Dreyfus qui est encore aujourd'hui une référence spontanée de nos débats politiques. Curieusement, Jean-François Mattéi qui a la réputation d'un homme de droite, semble ici révéler sans réserve les figures tutélaires de la gauche, avec notamment une sympathie manifeste à l'égard de l'auteur des *Confessions*. J'y vois plutôt une marque de son indépendance intellectuelle, même si j'aimerais lui présenter quelques objections. Son Voltaire est un peu idyllique et le XVIII^e siècle, hélas, n'aboutit pas seulement à la morale de Kant. J'exprimerai aussi une certaine réticence à l'égard de la distinction opérée entre l'indignation religieuse de la foule qui hurle contre le chevalier de La Barre et l'indignation éclairée du seigneur de Ferney. Il faudrait pour cela prendre le détour de René Girard qui a démontré, de multiples façons, que l'aveuglement populaire qui accable l'innocent n'a rien à voir avec le discernement évangélique. La foule menaçante, les juges et les bourreaux du chevalier étaient de piètres chrétiens. Quant à l'affaire Dreyfus, si je relis le Péguy de *Notre jeunesse*, je la découvre sous un autre jour, où le camp des justes ne désigne pas uniformément les mêmes militants. Mais ce ne sont que des nuances qui n'entament en rien l'essentiel d'une pensée toujours aiguë et d'une attention extrême aux déviations idéologiques qui trahissent la force originelle de l'indignation.

La principale d'entre elle s'appelle le ressentiment « *qui est l'entaille de la vengeance dans l'idéologie* », se projetant dans la généralité du concept et la fascination de l'abstraction qui déréalise et oublie la morsure du singulier. Cela ne veut pas dire qu'il y a opposition du sentiment de l'injustice avec la raison. Bien au contraire ! Mais l'oubli de l'injustice concrète et de la victime réelle conduit à des généralisations victimaires, qui, en certains cas, ont justifié les totalitarismes les plus criminels. ■

■ Jean-François Mattéi - « *L'homme indigné* », Cerf, prix franco : 29 €. À signaler que Jean-François Mattéi avait déjà publié, précédant Stéphane Hessel, un ouvrage intitulé « *De l'indignation* », Table Ronde, 2005.

Achat immédiat

L'autre 1812

1812, le commencement de la fin pour Napoléon.

Cette année-là ouvre la voie à la chute de l'Empire français. Pourtant, sous d'autres cieus, un autre événement survient dans le même espace de temps, qui a peut être une plus grande importance encore pour l'avenir du monde.

C'est la thèse de Sylvain Roussillon qui consacre un court ouvrage (1) à la guerre américano-anglaise de 1812, véritable élément fondateur de la nation américaine, trente ans après la guerre d'indépendance. Nous le suivons volontiers sur ce terrain. La bataille de Yorktown en 1781 est une victoire française sur les Anglais. Les insurgés n'avaient aucune chance de parvenir à un tel résultat.

Dans les années qui suivirent, une lutte larvée opposa les jeunes États-Unis à l'ancienne nation mère. Les Anglais ne se privaient pas de faire tout le mal qu'il pouvait à la nouvelle nation. Cette dernière ne connaissait d'ailleurs pas de bien glorieux débuts, coïncée qu'elle était entre des difficultés toujours renaissantes de politique intérieure et une inexistence quasi complète sur la scène internationale.

C'est sur les mers que les choses se passaient pour elle le plus mal. Nombre de ses vaisseaux marchands subissaient les attaques incessantes de la Royal Navy. Ce furent pourtant des données intérieures qui poussèrent le gouvernement à déclarer la guerre à l'Angleterre. Cette dernière dura de 1812 à 1815 et permit de voir s'affirmer la nation encore mal unie et déchirée par les luttes intestines qui en menaçaient jusqu'à l'existence.

Plusieurs traits à noter. Les Indiens soutinrent principale-

ment les Anglais et les Américains échouèrent à entraîner la population francophone du Canada qui resta fidèle à la couronne, sans d'ailleurs jamais en récolter le moindre fruit. En revanche, le même type de population de Louisiane fit le chemin inverse en apportant une aide décisive dans les combats. Les populations noires du Sud soutinrent aussi les Britanniques et il est à noter que ces derniers se conduisirent de fort belle manière envers eux après la fin des combats.

Rien de décisif dans le déroulement de la guerre même, sinon les jolis succès rencontrés par la jeune US Navy contre sa grande sœur. Ce qui prouve au moins que les Anglais n'étaient pas aussi invincibles sur mer que les Français le croyaient. C'est à Gand en 1815 que la guerre connut sa fin, par des négociations qui sans rien changer de fondamental territorialement parlant, affirmèrent la jeune nation enfin unie sur la scène internationale et poussèrent les Anglais à la laisser quelque peu tranquille.

Sylvain Roussillon a eu raison de traiter ce sujet méconnu. Son importance dans l'Histoire est de premier rang. À découvrir et à méditer.

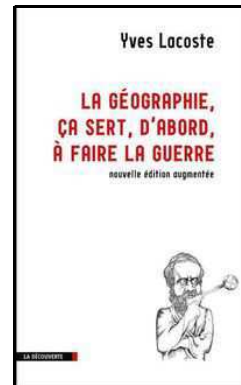
Pascal BEAUCHER

(1) Sylvain Roussillon - « *L'autre 1812, la seconde guerre de l'indépendance américaine* », Bernard Giovanangeli éditeur, 2012, prix franco: 20 €. [Achat immédiat](#)

La géographie, ça sert à quoi ?

La géographie, ça sert à faire la guerre, titre Yves Lacoste dans un bref ouvrage rédigé en 1976 et qui est republié cette année, enrichi d'une préface et de quelques repentirs. (1)

A faire la guerre, vraiment ? L'auteur rappelle que, dans les années soixante-dix, un géographe avait alerté l'opinion publique sur le fait que l'aviation américaine, lorsqu'elle bombardait le nord du Viêt-Nam, visait régulièrement, sans le déclarer, les digues de régions rizicoles. À force de bombes, les digues auraient cédé et les campagnes tonkinoises eussent été noyées. Ce géographe, qui annonçait ainsi la géopolitique stratégique, s'appelait Yves Lacoste. Il allait par la suite développer sa pensée dans la fameuse revue *Hérodote*. (2)



mo-graphique, sociale et culturelle. (3)

Est-ce à dire que la géographie ne sert de rien en temps de paix ? Yves Lacoste rappelle que la notion de géopolitique n'a jamais été autant à la mode, même aux États-Unis où la géographie n'est pourtant pas enseignée à l'école. On pourrait suggérer aussi que les géographes prennent la place des autoproclamés écologistes et apportent rigueur scientifique, profondeur de réflexion et ouverture d'esprit dans un domaine où le sectarisme et la myopie vont aujourd'hui de pair.

Ugo PULIESE

(1) Yves Lacoste - « *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* », La Découverte, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

(2) On ne louera jamais assez la mise à disposition gratuite sur Internet de tous les numéros d'*Hérodote* publiés depuis 1976 pourvu qu'ils datent de plus de trois ans. Voir : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb343771523/date.r=herodote.langFR> ou aussi : <http://www.cairn.info/revue-herodote.htm>

(3) Sur ce sujet, lire absolument la référence, Régis Debray - « *La guérilla du Che* », Points Seuil, malheureusement épuisé.



**Toute l'équipe de
Royaliste souhaite à
ses lecteurs et amis
une très bonne Année
2013**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 9 janvier** – Nous avons souvent reçu **Pierre PÉAN**, pour ses biographies (François Mitterrand, Jean Moulin), ses ouvrages d'histoire et ses enquêtes (sur la République des mallettes l'an dernier). **Philippe COHEN** nous a présenté son premier ouvrage puis sa biographie de Bernard-Henri Lévy, ses ouvrages sur la Chine et récemment sur le métier de journalistes.

Tous deux reviennent avec un livre qui fait débat et qui leur vaut maintes accusations. « *Le Pen, une histoire française* »,

c'est l'aventure d'un homme qui fut élu député poujadiste, participa à la guerre d'Algérie avant de connaître une traversée du désert agrémentée par un gros héritage. Il parvint surtout à rassembler presque toute l'extrême droite et à transformer le petit Front national en vaste mouvement électoral. Comment analyser ce succès que nulle diabolisation n'est parvenue à enrayer ? Que dire d'un personnage qui suscite autant de ferveurs que de haines ? Que penser de la transition aujourd'hui incarnée par Marine Le Pen ?

● **Mercredi 16 janvier** – Sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS, **Michel PINÇON** et **Monique PINÇON-CHARLOT** ont consacré une grande partie de leur œuvre à l'étude de la classe dominante. Ils ont connu un vif succès avec la publication du *Président des riches*, titre qui qualifia Nicolas Sarkozy.

Leur nouveau livre est une accusation portée contre « *L'argent sans foi ni loi* ». L'inégalité croissante des salaires et des revenus est un fait que les gouvernements de droite acceptent ou encouragent et que les gouvernements

21 JANVIER

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **lundi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin dans la limite des places disponibles..

de gauche ne remettent plus guère en question. La soumission de l'économie aux impératifs financiers et les relations de plus en plus étroites entre le milieu financier et le milieu politique ne doivent pas être acceptées comme des fatalités. L'argent doit redevenir un bien public et c'est selon cette exigence que nos invités font un ensemble de propositions dont nous aurons à débattre.

● **Mercredi 23 janvier** – Sociologue au CNRS et président du club *Politique autrement*, auteur de nombreux ouvrages qui font référence – sur l'organisation du travail, sur Mai 1968, sur la gauche, sur la modernité – **Jean-Pierre LE GOFF** décrit dans son dernier ouvrage publié « *La fin du village* », ce village qui joue un grand rôle dans notre imaginaire national. Son enquête porte sur Cadenet, bourg du Luberon, où il a séjourné à de nombreuses reprises.

Loin des clichés sur la Provence « traditionnelle », Jean-Pierre Le Goff montre comment une ancienne collectivité villageoise a vécu et subi les évolutions qui ont marqué la société française depuis 1945. Le tourisme de masse, les nouveaux résidents, l'écologisme, les événements organisés par les « cultureux », les nouvelles

façons de consommer et le chômage font peu à peu disparaître l'ancien peuple de France. Dès lors, comment pouvons-nous continuer à vivre ensemble ?

● **Mercredi 30 janvier** – Plus souvent cités que lus, les *Mémoires pour l'instruction du Dauphin* et les autres écrits de Louis XIV – dont les *Réflexions sur le métier de roi* – sont de grands textes politiques, qu'il faut placer à côté du *Testament politique* de Richelieu et des *Mémoires* du général de Gaulle.

Spécialiste des XVII^e et XVIII^e siècles, auteur de nombreuses biographies qui font référence, **Jean-Christian PETITFILS** était particulièrement qualifié pour étudier « *Le métier de roi* » à partir de textes qu'on ne saurait enfermer dans la théorie et la pratique de l'absolutisme. Il s'agit d'une réflexion sur l'État et sur la fonction de chef d'État qu'il est important de connaître et de méditer en une période marquée par la perte du souci politique : la gestion des dossiers efface le souci du bien commun, la « gouvernance » a remplacé l'art de gouverner sur lequel Louis XIV reste de très bon conseil.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (10 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'industrie, mais comment ?

Dans *Marianne*, Jacques Julliard, effrayé par la désindustrialisation de notre pays et par la perte de son influence diplomatique, en appelle au « *redressement français* » (1). J'approuve le mot d'ordre et la manière dont il est lancé. Refuser de se déclarer pour ou contre François Hollande, de droite ou de gauche, social-démocrate ou social-libéral mais affirmer haut et clair : « *je suis pour le redressement français* » !

Tel est bien le **critère** qui permet de juger les actes politiques du gouvernement et les projets des différents partis. Telle est, ici, notre ligne : nous avons appelé à voter pour François Hollande, nous ne cessons de critiquer ses renoncements économiques, sociaux et diplomatiques mais nous serons avec le président de la République dès qu'il mettra en œuvre la politique du redressement français – « *qui n'est pas qu'industriel, mais aussi social et moral* », dit avec raison Jacques Julliard. Comme il consacre une grande partie de son éditorial aux conditions du redressement industriel, je vais le suivre sur ce terrain pour préciser mes points d'accord et de désaccord.

Accord pour nationaliser les banques – toutes les banques et non pas « des banques ». Le milieu financier a pris une telle influence sur le pouvoir politique, sa rapacité et ses spéculations sont si dangereuses pour la nation et ses restrictions de crédit tellement meurtrières pour les entreprises qu'il faut nationaliser l'ensemble du système bancaire afin qu'il soit obligé de financer les entreprises et d'accorder des crédits aux

particuliers à des taux raisonnables – sans plus jamais se livrer aux spéculations et manipulations dont les États et les peuples sont aujourd'hui les victimes.

Quant à la **nationalisation de secteurs industriels**, je partage le souci de Jacques Julliard, qui ne veut pas que l'État soit entraîné dans le financement à perte d'industries archaïques, mais je ne vois pas comment une grande nation industrielle



pourrait se passer d'une sidérurgie rationalisée et modernisée – entre autres secteurs qu'il faut replacer sous contrôle public. Tout en rappelant que les grands programmes industriels de l'époque gaullienne ont été lancés dans le cadre de la **planification indicative** que les socialistes, après 1981, ont laissé dépérir au lieu de la démocratiser, je voudrais insister sur deux conditions déterminantes du redressement français que Jacques Julliard ne semble pas vouloir prendre en considération.

La France doit sortir de l'euro. La débâcle industrielle de la France a commencé en 2001, non en 2008, à cause de la concurrence par les bas salaires

de certains de nos partenaires européens, à cause de l'appréciation de l'euro sur le marché des changes. Il faut que la France retrouve sa souveraineté monétaire, renationalise sa banque centrale et décide une dévaluation de combat (25 %) afin d'engager la reconquête industrielle tout en créant un nouveau rapport de forces avec l'Allemagne : Angela Merkel mène une politique conforme aux intérêts allemands, elle ne devrait pas s'étonner que nous défendions nos intérêts nationaux. Cependant, la sortie de l'euro est une condition nécessaire mais pas suffisante.

La France doit organiser la protection de son économie puisque l'Union européenne n'ose pas envisager un protectionnisme européen, raisonné donc sélectif, qui lui serait salutaire. La cause première de la crise, c'est le libre échange qui encourage les concurrences les plus agressives et les plus déloyales et qui conduit les États à prendre des mesures antisociales de plus en plus dures. Il n'y aura pas de redressement français possible sans un protectionnisme qui n'exclut nullement les opérations concertées avec certains de nos partenaires, en vue de la réorganisation économique du continent européen.

Car telle devrait être, selon sa tradition, l'ambition de la France quand elle aura retrouvé la voie du développement économique et du progrès social : participer à la conception et à la réalisation de la grande Europe, de l'Atlantique à l'Oural - et bien au-delà.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Cf. *Marianne*, 15-21 décembre 2012. Jacques Julliard cite ma réplique à Anne Lauvergeon dans *Royaliste* n°1024 du 10 décembre.

📖 (2) Cf. Jacques Sapir, « *Et si le problème de l'industrie c'était... l'Euro ?* » <http://russeurope.hypotheses.org/472>